

[Text]

and proper consultations with our people and with northerners in general. I go into the details in our brief. If you want the specifics you can look at it. Our people feel strongly enough about these actions that we are taking the federal government to court.

I have to emphasize that this is an enormous undertaking, and we have to hear the Canadian public. Just some of these incidents occurring in this country should make that quite clear. The Meech Lake accord, where an agreement is made behind closed doors without full public involvement—that is what happens. People did not feel comfortable with the Free Trade Agreement because they did not feel they participated enough. We have to involve the public.

Our recommendations are outlined in the back of our submission. There are eight specific recommendations.

One, the Dene Nation recommends that the NORAD Agreement not be renewed under any circumstances. Public hearings on any possible renewal are necessary. No renewal of the agreement should take place before a new defence policy has been completed.

We feel a new defence policy has to be put in place before the NORAD Agreement comes into effect. People have to participate in it and we have to know the big picture is. We should not quickly step into this agreement without the Canadian people knowing where they are going.

Two, the new defence policy currently under development must have full public involvement in its review and approval.

Three, a public inquiry must be conducted into the militarization of the north, including the need for it, if any, and its environmental and socio-economic impacts. The inquiry body must have aboriginal representation.

The north has never been fully involved in any kind of discussion as to whether or not militarization is necessary. We have to be involved and the aboriginal people specifically have to be represented in such an inquiry.

Four, the construction of the military air bases in the north should be immediately halted until the public review is completed. Such a review must include an examination of the need for the facilities and their environmental and socio-economic impacts. This review could be combined with the public inquiry proposed in recommendation 3.

Five, the low-level flight corridor IR-920 should not be used until a public review is completed. Such a review must include an examination of the need for the flights and their environmental and socio-economic impacts. This review could be combined with the public inquiry proposed in recommendation 3.

[Translation]

trouvez des informations détaillées à ce sujet dans notre mémoire. Ce problème nous préoccupe tellement que nous traînons le gouvernement fédéral devant les tribunaux.

Je tiens à souligner que l'étude que vous engagez revêt une importance considérable et que vous devez donc écouter la population canadienne. Les incidents que je viens d'évoquer devraient vous en convaincre. Vous avez vu avec l'Accord du Lac Meech ce qu'il se passe quand on négocie à huis clos, sans participation des citoyens. De même, les Canadiens sont mal à l'aise avec l'Accord du libre-échange parce qu'ils n'ont pas le sentiment d'avoir participé suffisamment à son élaboration.

Vous trouverez huit recommandations à la fin de notre mémoire.

Premièrement, la Nation Déné recommande que l'Accord du NORAD ne soit en aucun cas renouvelé. Des audiences publiques sont indispensables si on envisage de le renouveler. L'accord ne devrait de toute façon pas être renouvelé tant que nous n'aurons pas adopté une nouvelle politique de défense.

À notre avis, nous devons nous doter d'une nouvelle politique de défense avant de renouveler l'accord du NORAD. Il faut que les citoyens participent au débat et nous devons connaître les plans dans leur ensemble. Nous ne devrions pas signer un tel accord à la va-vite sans que la population canadienne sache où l'on va.

Deuxièmement, la population canadienne doit participer pleinement à l'examen et à l'élaboration de la nouvelle politique de défense en cours de discussion.

Troisièmement, il faut tenir une enquête publique sur la militarisation du Nord, en se demandant si elle est nécessaire et quelles seront ses incidences environnementales et socio-économiques. Il est absolument essentiel que des autochtones fassent partie de la commission d'enquête.

Les populations du Nord n'ont jamais pleinement participé à aucun débat sur la légitimité de la militarisation de leur région. Cela doit changer et il faut en particulier que les peuples autochtones soient adéquatement représentés dans une telle commission d'enquête.

Quatrièmement, il faut interrompre immédiatement la construction des bases militaires aériennes du Grand Nord, en attendant l'achèvement d'un débat public qui doit permettre de se demander si ces bases sont nécessaires et quelles en seront les incidences environnementales et socio-économiques. Cette question doit être examinée dans le cadre de l'enquête publique proposée à la troisième recommandation.

Cinquièmement, le couloir de vols à basse altitude IR-920 ne devrait pas être utilisé tant qu'une enquête publique n'aura pas été organisée. Cette enquête devrait permettre de déterminer si de tels vols sont nécessaires et quelles en seront les incidences environnementales et socio-économiques. Ce processus doit être combiné à l'enquête publique proposée à la troisième recommandation.